

John May, démographe Afrique de la Banque mondiale, et Jean-Pierre Guengant, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)

Afrique : le grand rattrapage démographique

LE MONDE | 15.12.07 | 12h54 • Mis à jour le 15.12.07 | 14h25

D'origine belge, John May est "le" démographe Afrique de la Banque mondiale. Jean-Pierre Guengant est directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Il est responsable du centre de l'IRD à Ouagadougou, au Burkina Faso.

La population continue de croître très rapidement en Afrique subsaharienne, alors qu'elle est en voie de stabilisation partout ailleurs dans le monde. Existe-t-il une exception africaine ?

John May : L'Afrique est un continent qui n'a pas encore véritablement entamé la dernière partie de sa transition démographique : la baisse de la fécondité - le nombre d'enfants par femme - n'a pas encore eu lieu. D'où cette croissance démographique forte qui va se poursuivre au cours du XXI^e siècle. Aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne, c'est 12 % de la population mondiale. Au milieu du siècle, elle représentera 19 %, soit près de 2 milliards d'habitants, contre 760 millions aujourd'hui.

Jean-Pierre Guengant : Les évolutions démographiques en Afrique sont décalées par rapport au reste du monde. Historiquement, on a parlé de deux chocs majeurs pour le Continent noir : l'esclavage et la colonisation. Ils expliquent qu'entre 1 500 et 1 900, grosso modo, la population de l'Afrique n'a pratiquement pas augmenté. Certains auteurs estiment même qu'elle a diminué, alors que la population mondiale était multipliée par 3,5 et celle de la Chine comme celle de l'Europe par 5.

En poids relatif, la part de l'Afrique subsaharienne dans la population mondiale a donc baissé jusqu'à ce qu'une récupération s'amorce. Elle est phénoménale. Songez qu'au XX^e siècle la population du Continent noir a été multipliée par 7. C'est du jamais vu ! Et ce n'est pas terminé. Elle continue de croître à un taux de l'ordre de 2,5 % par an, deux fois plus vite que dans le reste du monde en développement. C'est en Afrique subsaharienne que l'on trouve la quasi-totalité des pays - une trentaine - qui ont une fécondité très importante, plus de 5 enfants par femme.

La poussée démographique obéirait donc à un phénomène de rattrapage ?

J.-P. G. C'est probable, mais les évolutions démographiques observées depuis trente ans dans le monde nous invitent à la prudence. Les démographes ont longtemps cru, par exemple, que la baisse des taux de mortalité était un phénomène irréversible. Or l'évolution dans l'ex-Union soviétique et, bien sûr, en Afrique subsaharienne a montré que ce n'était pas automatique. Ailleurs, des baisses de fécondité bien amorcées ont accusé une pause qui a surpris tout le monde. On n'avait pas prévu non plus que la fécondité resterait durablement au-dessous de deux enfants par femme dans la plupart des pays développés.

J. M. Il y a rattrapage également parce que l'Afrique subsaharienne a longtemps vécu dans une ambiance de laisser-faire, de désintérêt pour les questions démographiques. Dans les années 1960-1970, quand les pays latino-américains et asiatiques commençaient à mener des politiques de modération démographique, l'Afrique les refusait pour des raisons à la fois culturelles et idéologiques. En Jamaïque, on avait le slogan "Deux enfants c'est mieux que trop d'enfants" ; au

Bangladesh, le mot d'ordre était : "Une famille peu nombreuse est une famille heureuse". Il n'y a jamais rien eu de tel en Afrique - ni au Maghreb, exception faite de la Tunisie.

Alors que 60 % des femmes en Asie et en Amérique latine utilisent aujourd'hui une méthode moderne de contraception, moins de 10 % l'utilisent en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, et 20 % en Afrique de l'Est.

Partout en Afrique, vous avez des campagnes de prévention contre le sida. Mais très peu sur la planification familiale, c'est-à-dire l'espacement des naissances et la maîtrise de la taille des familles. D'où cette situation décalée, avec une transition de la fécondité qui se fait attendre. En Afrique subsaharienne, deux personnes sur trois ont moins de 25 ans. Nulle part ailleurs on ne rencontre cette situation. En Chine, les moins de 25 ans ne représentent que 40 % de la population, et 30 % en Europe.

La faiblesse politique des Etats africains n'explique-t-elle pas pour partie l'échec des politiques démographiques ?

J.-P. G. Oui, il est difficile de mener des politiques fortes dans des Etats faibles. C'est pour ça que certains essaient de trouver d'autres moyens d'action pour éviter la confiscation de la parole par les élites sur le thème de la planification familiale. On intervient sur le terrain, sur les marchés...

On parle des Etats africains incapables de conduire des politiques démographiques responsables. Un pays comme le Niger, par exemple, peut-il sans risque voir sa population croître indéfiniment ?

J. M. De fait, la population du Niger pourrait passer de 15 millions aujourd'hui à plus de 50 millions dans une quarantaine d'années. On peut toujours rêver du Niger devenu un centre financier international ou un grand pôle technologique, mais si l'on exclut ce type de miracle, je ne crois pas que la situation soit tenable à long terme. Le Niger, c'est plus de deux fois la France, mais 15 % des terres seulement sont cultivables. C'est déjà un pays surpeuplé. Le gouvernement en a pris conscience récemment.

Une idée courante est que l'Afrique est un continent très vaste et sous-peuplé.

J.-P. G. C'était vrai autrefois ; ça ne l'est plus. En 1900, l'Afrique comptait 4 habitants par km². Aujourd'hui, la densité est de 32 habitants par km² pour l'Afrique subsaharienne. C'est plus que l'ensemble Amérique latine-Caraïbes (28) et quatre fois moins que pour l'ensemble de l'Asie (128), où les conditions géographiques sont plus favorables à de fortes densités.

Si vous prenez en compte les densités à partir des superficies de terres arables et cultivables, vous arrivez à des résultats stupéfiants : la Mauritanie passe d'une densité de 3 à 529 habitants au km² ; le Sénégal de 48 à 391 ; la Somalie de 14 à 817...

J. M. Je nuancerais en disant que l'Afrique subsaharienne reste sous-peuplée dans certaines zones, mais qu'elle se peuple trop rapidement. Elle n'est pas à même d'assurer "*les investissements démographiques*" dont parlait le démographe Alfred Sauvy, qu'il s'agisse d'infrastructures, d'éducation, de santé... Si vous avez un pays avec une population très jeune, une fécondité forte, une mortalité en baisse, vous allez probablement au-devant de graves problèmes.

N'a-t-on pas un avant-goût de ces problèmes avec la croissance urbaine en Afrique ?

J.-P. G. Il n'y avait en 1950 aucune ville de plus de 1 million d'habitants en Afrique noire. En 1960, il y en avait une seule : Johannesburg. Aujourd'hui, on en compte une quarantaine. En un demi-siècle, la population urbaine a été multipliée par 11, même si les mégapoles africaines demeurent moins grandes que celles d'Amérique latine ou d'Asie. Lagos, au Nigéria, est la seule ville africaine comptant plus de 10 millions d'habitants.

L'Afrique subsaharienne reste la région la moins urbanisée au monde, autour de 35 %, mais plus de la moitié de la population vivra en ville dans 3 pays africains sur 4 d'ici 2030. Les infrastructures seront le gros problème. Des études récentes montrent que la pauvreté croît en milieu urbain alors qu'auparavant c'était l'apanage du milieu rural. La ville n'est plus cet ascenseur social qui permettait d'avoir accès à l'éducation, à un emploi. C'est une source d'inquiétude pour l'avenir.

Parlons du sida. Il y a quelques années, on évoquait une baisse possible de la population en Afrique subsaharienne du fait de la pandémie. Ce discours est-il toujours d'actualité ?

J.-P. G. Non, même si l'Afrique concentre les deux tiers des personnes infectées dans le monde par le virus et plus de 70 % des décès imputables à cette maladie. Le taux de prévalence - nombre de personnes infectées par le virus - se révèle plus bas que l'on pensait. En 2001, on estimait sur la base des consultations dans les centres de santé que 9 % de la population africaine était infectée par le sida. La dernière évaluation, celle de 2006, retient un taux de 6 %, soit une diminution d'un tiers. Et une dizaine de pays ont une prévalence supérieure à 10 % : 5 pays d'Afrique australe et 4 d'Afrique de l'Est. Il y a encore trois ou quatre ans, on pensait que la population d'Afrique australe allait baisser du fait de la pandémie. Aujourd'hui, on sait que la croissance démographique va y être ralentie mais aucun, je dis bien aucun pays, ne devrait voir sa population diminuer. Il n'y a pas de génocide par le sida. L'impact démographique de la pandémie a été surévalué.

J.-M. Il faut reconnaître que les programmes mis en place ont eu une efficacité réelle. Les campagnes d'information, de mise à disposition de préservatifs ont porté des fruits, même si la menace demeure.

On assiste à une explosion des investissements chinois et indiens en Afrique. Les flux humains vont-ils suivre ?

J.-P. G. Il y a 200 millions de migrants internationaux dans le monde. Les plus importantes diasporas sont chinoises, indiennes et philippines, mais c'est surtout dans les pays du Nord qu'elles s'installent, car c'est là que la promotion sociale est la plus facile. Les migrations africaines vers le Nord, elles, restent peu importantes, même si des discours xénophobes tentent de faire croire le contraire. Des commerçants chinois s'installent en Afrique subsaharienne avec femmes et enfants. Le phénomène est pour l'instant marginal. Dans des pays d'Afrique de l'Est, des tensions avec les populations autochtones apparaissent. Il est difficile de dire jusqu'à quel point cela va continuer.

Article paru dans l'édition du 16.12.07